Beşikçi Mehmet,
The Ottoman Mobilization of Manpower in the First World War.

Leyde-Boston, Brill (The Ottoman Empire and its Heritage, 52), 2012, 346 p.
ISBN : 978-9004225206

Basé sur des sources officielles et non officielles principalement, turques mais aussi britanniques dans une moindre mesure [1], ce livre examine l'ensemble du processus de mobilisation (*seferberlik*) dans l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale, lequel est engagé sur quatre fronts principaux : celui des Dardanelles, celui du Caucase, ceux de Sinaï-Palestine et de Mésopotamie. Cette mobilisation est comprise dans l'ouvrage non comme une expérience de guerre en général, du recrutement à la préparation économique, financière, technologique et culturelle, mais elle se restreint à « l'implication des ressources humaines pour la guerre » (p. 19). L'auteur limite également son objet d'étude non seulement à la région anatolienne, mais aussi aux populations musulmanes, qui constituent la base de l'État-nation turc d'aujourd'hui. Car bien que le système de conscription gagne en universalité, les musulmans d'Anatolie forment en grande majorité les forces armées ottomanes. Ce sont par ailleurs ces populations qui sont ciblées par les politiques de l'État ottoman et qui, à leur tour, par leur acceptation ou au contraire leur résistance, influencent l'État dans l'évolution de son système de conscription. La guerre impose en effet un renforcement du contrôle sur la société, mais elle ouvre également de nouveaux espaces de dialogue et de collaboration pour les acteurs sociaux. Ainsi, en s'inscrivant dans le champ de l'histoire sociale, l'auteur questionne la façon dont la mobilisation permanente modifie les relations entre État et société en Anatolie et s'interroge sur ses effets, eu égard à la centralisation étatique, l'autoritarisme et le nationalisme.

Cet ouvrage en anglais comble un vrai manque de travaux sur la période de la fin de l'Empire ottoman ; il est particulièrement novateur, dans le sens où il vise à une autonomisation du champ des études sur la Première Guerre mondiale dans l'Empire ottoman et tente de rééquilibrer le paysage historiographique général de la période, qui abonde en études sur la guerre de Libération (1919-1922), érigée comme événement primordial fondateur de la Turquie moderne. Jusqu'alors, la marginalité des études sur le Premier conflit mondial avait des raisons idéologiques : le mythe de la guerre de Libération était pensé comme une rupture majeure avec l'Empire ottoman avec une focalisation – logique – sur les épisodes triomphants plutôt que les défaites. L'ouvrage de Mehmet Beşikçi s'inscrit alors dans la rare lignée de travaux de qualité d'historiens comme Feroz Ahmad, Zafer Toprak et Erik J. Zürcher, qui ont proposé une histoire sociale de la guerre. D'autres historiens, officiers proches du pouvoir militaire turc, comme Stanford J. Shaw et Edward J. Erickson, offraient aussi des travaux essentiels, mais non exempts de biais idéologiques.

L'ouvrage se divise en 5 chapitres écrits de façon claire et vivante, et qui soulignent bien la nécessité de se consacrer à la période de la Première Guerre mondiale en tant que telle afin de comprendre les dynamiques sociales et politiques internes et les expériences fondatrices. Le chapitre 1, « Organized spontaneity: The Call to Arms in the Ottoman Public Sphere on the Eve of the War », s'intéresse à la façon dont la société est mobilisée (contexte, mécanismes et discours) par le Comité Union et Progrès (CUP) et des associations semi-officielles nationalistes intermédiaires comme la Ligue navale ottomane (*Donanma-yı Osmanî Muâveneti Milliye Cemiyeti*) ou la Ligue de défense nationale (*Müdâfaa-i Milliye Cemiyeti*). Celles-ci influencent la sphère publique et organisent l'« enthousiasme » de guerre, lequel n'avait jusqu'alors pas retenu l'attention des historiens, focalisés sur l'agenda politique et diplomatique de l'entrée en guerre. Les manifestations patriotiques qui ont lieu, celles qui suivent la déclaration de djihad en novembre 1914, en province comme à Istanbul, favorisent l'expression d'une loyauté envers l'État ottoman et d'une communion entre société(s) et État. Ces sentiments se resserrent autour de valeurs religieuses (musulmanes) et nationales (turques), mises en avant par la politique du CUP et dans la propagande, écrite comme orale. Avec le traumatisme collectif causé par les guerres balkaniques (perte d'importants territoires et afflux des musulmans de ces régions en Anatolie), le discours de régénération de l'Empire ou encore la peur de sa dissolution, le déclenchement de la Grande Guerre est perçue, au moins pour l'élite, comme une guerre de revanche et d'indépendance, idée sous-tendue avec l'abrogation des capitulations (9 septembre 1914). Les discours et l'appel aux armes, perceptibles dans la propagande écrite – qui, ceci étant, est relativement pauvre par rapport à son développement dans les pays

(1) Notamment les Archives ottomanes du Premier ministre (BOA), les Archives historiques militaires (ATASE), la presse, les journaux des organisations paramilitaires et les organes de propagande, les mémoires de guerre et journaux personnels des officiers, ainsi que sur les documents des archives britanniques (British National Archives, British Foreign Office et War Office).

BCAI 29 (2014) Beşikçi Mehmet: The Ottoman Mobilization of Manpower in the First World War., recensé par Cloé Drieu
© IFAO 2024 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

européens (France, Allemagne, Grande-Bretagne)[2] – reposent essentiellement sur la rhétorique religieuse, qui offre une structure cognitive mobilisatrice de grande échelle (auprès des populations turques et non turques mais musulmanes) pour transcender les différentes ethniques et nationales. Cette propagande s'érige alors comme une forme de protonationalisme autour de valeurs religieuses comme le martyre (şehâdet), ou de valeurs plus séculières comme l'honneur (*nâmûs*) ; la patrie étant identifiée à la famille et plus particulièrement aux femmes (mère, sœur, épouse). La prise des armes constitue également un rite de passage à l'âge d'homme.

L'auteur poursuit son étude en analysant, dans le chapitre 2, « Conscription under Total War Conditions », le système ottoman de conscription et sa difficile évolution vers une plus grande universalité. Malgré les réformes militaires qui se retrouvent, après la défaite dans les Balkans, en haut de l'agenda politique du CUP, et qui peuvent impliquer des savoirs étrangers en la matière (allemands en particulier), nombre d'obstacles viennent freiner la réelle universalisation du système, avant comme après la mobilisation générale du 2 août 1914 : absence de recensement fiable pour déterminer le potentiel en hommes, inadéquation de la taille de l'appareil bureaucratique, puissance économique insuffisante pour assurer la logistique (équipements et nourriture), manque de forces à mobiliser contre les désertions et pour faire appliquer des sanctions en cas de refus, recours fréquents et multiples aux exemptions ou aux méthodes impériales de recrutement sur la base du volontariat (envers les non-musulmans, les populations non-turques, etc.). Le système reste donc profondément inégalitaire. Il en ressort que la mobilisation pour le « service en arme » (*silahlı hizmet*) se compose principalement d'hommes d'origine turque et musulmane alors que le « service sans arme » (*silahsız hizmet*), dans les bataillons de travail (*amele taburları*) en particulier, réunit les minorités ethniques et religieuses ou des « déclassés » (déserteurs, prisonniers de guerre russes).

Le besoin constant en hommes et la difficulté de faire appliquer la conscription dans les régions reculées engendrent le développement d'un recrutement sur la base du volontariat avec la formation d'unités irrégulières, option déjà utilisée lors des guerres de Crimée (1853-1856), de la guerre russo-ottomane de 1877-1878 et les guerres balkaniques. Cet aspect est analysé dans le chapitre 3, « Volontarism as a Relationship of Power: Volunteers in the Ottoman Army », qui fait un panorama des types de volontaires engagés auprès de prisonniers – notamment dans les bandes armées (*çete*) pour le compte de l'Organisation spéciale (*Taşkilât-ı Mahsûsa*), dont le rôle est avéré dans l'organisation et l'exécution des massacres ethniques et du génocide arménien –, de migrants et réfugiés, de populations tribales ou encore du personnel religieux. Le système de volontariat exprime une relation de pouvoir dans laquelle l'État impose ses règles et exprime ses préférences ; il pérennise ainsi, sur tout le territoire ottoman, un rapport différent à l'autorité et à la loyauté car il tend à marginaliser, par un mode de recrutement différent, les groupes non-turcs ou non-musulmans, ou les déclassés, pour les considérer *in fine* comme déloyaux. Ces derniers remplissent néanmoins des services d'importance dans le sens où ils sont utilisés de façon non conventionnelle à des fins de guérilla, de missions militaires informelles sur les territoires limitrophes. Mais, en fin de compte, leur utilité militaire est sujette à caution du fait du manque de discipline, d'entrainement et des comportements particulièrement nuisibles aux populations civiles anatoliennes. Ces bandes armées irrégulières commettent à leur encontre nombre de crimes et pillages et sèment le désordre, dont se plaignent les administrations régionales auprès des autorités centrales.

Dans l'optique de cette mobilisation permanente et de la recherche continue d'hommes à envoyer à la guerre, le chapitre 4, « Young Boys into Soldiers, the Home front into Barracks… », s'intéresse aux organisations de jeunesses paramilitaires qui visent les garçons non encore sujets à la conscription car en dessous de l'âge requis. Les premiers à être entrainés physiquement et à développer des sentiments nationalistes sont les garçons scolarisés avec, dans un premier temps, l'Association turque de la force (*Türk Gücü Derneği*) créée en juin 1913 et transformée, en mai 1914, en Ligue ottomane de la force (*Osmanlı Güç Dernekleri*) sous le patronage du ministère de la Guerre. Puis, la nécessité d'étendre les fonctions des associations à la partie de la population non scolarisée débouche sur la création, quelques années plus tard (le 17 avril 1916), de la Ligue ottomane de la jeunesse (*Osmanlı Genç Dernekleri*), proche du CUP. Les effets de ces associations sont néanmoins limités car le processus de formation est lent et peu effectif (absentéisme des élèves), leur répartition n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire ; leur présence est faible dans les provinces arabes par exemple.

Enfin, les défaillances du système de mobilisation ottomane sont analysées dans le cinquième et dernier chapitre, « The Limits of Ottoman Manpower Mobilisation », dans lequel l'auteur aborde la question de la désertion en tant que problème à la fois

(2) Voir à ce titre le livre d'Erol Köroğlu, *Ottoman Propaganda and Turkish Identity: Literature in Turkey During World War I*, Londres, I.B.Tauris, 2007.

BCAI 29 (2014) Beşikçi Mehmet: The Ottoman Mobilization of Manpower in the First World War., recensé par Cloé Drieu
© IFAO 2024 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

militaire et social, le mode de vie des déserteurs et les mesures prises contre elle. Cet aspect, qui a été jusqu'alors largement occulté par l'historiographie nationaliste turque, car considéré comme un problème mineur, est pourtant essentiel par l'ampleur du phénomène, surtout dans la deuxième partie de la guerre : 1/6e des conscrits dans l'Empire ottoman a déserté d'une façon ou d'une autre, contre 1% dans l'armée allemande par exemple. La désertion est entendue ici comme la désobéissance à l'ordre de mobilisation, la non présentation à l'appel ou la rupture unilatérale des obligations militaires. Les documents d'archives et les sources secondaires parlent plutôt de « fugitif militaire » (*asker kaçağı*) que de déserteur (*firârî*) ; on trouve aussi l'expression de « bataillon des toits » (*tavan taburları*) pour désigner ceux qui échappent aux obligations militaires en s'enfuyant par les toits. La désertion inclut aussi des pratiques semi-légales d'évitement du service (acquisition d'un passeport étranger, faux certificat médical d'inaptitude au service militaire). Exposées dans les mémoires et les journaux d'officiers de l'armée ottomane ou dans les archives, les raisons de la désertion sont diverses : épuisement physique et mental extrême, insuffisance des rations alimentaires, manque d'équipement, maladies, mauvais traitement des officiers. La grande partie des désertions – majoritairement des musulmans et des Turcs d'Anatolie – a eu lieu sur le front caucasien en 1915 et sur le front palestinien en 1918. Le phénomène cause de très nombreux désagréments pour les populations civiles, victimes de brigandage, de pillages (biens, récoltes) et d'abus par les déserteurs organisés en bandes. Les plus grandes d'entres elles sont généralement homogènes ethniquement ou, au moins, d'un point de vue religieux, et les montagnes d'Anatolie constituent des refuges sûrs. Les autorités étatiques s'interrogent sur le refus ou la démission de ses soldats, comme elles doivent aussi trouver des solutions aux désordres et à l'insécurité qu'ils causent. Si les déserteurs encourent la peine de mort, ils bénéficient rapidement de plus de clémence de l'État (plusieurs amnisties sont décidées), constamment à la recherche de ressource en hommes.

L'ensemble de l'ouvrage de Mehmet Beşikçi est un apport essentiel à l'histoire de la Première Guerre mondiale car, comme il le souligne, il tente, d'une part, de créer un champ historiographique autonome de cette période en évitant la focalisation sur la guerre de Libération généralement adoptée par l'historiographie nationaliste turque et largement mythifiée. L'auteur intègre, d'autre part, des questionnements et aspects qui motivent ou ont motivé l'historiographie occidentale (entre autres, les questions de coercition, de pratiques collaboratives ou persuasives), et va dans le sens d'une ouverture indispensable vers un dialogue avec celle-ci pour contribuer au décloisonnement de l'historiographie turque. Les relations entre État et sociétés, les aspects sociaux mais aussi idéologiques, les questions sous-jacentes de « brutalisation » et de militarisation des sociétés – même si l'auteur ne se réfère pas directement à Georges Mosse [(3)] – sont au cœur de ce travail. On pourrait juste reprocher à l'auteur de ne pas avoir suffisamment traité de la militarisation de l'économie (agriculture notamment) et du travail, même si cela sortait du champ d'étude qu'il avait défini [(4)]. En analysant le système de conscription et sa difficile universalisation – laquelle s'accompagne d'un mode de recrutement de type impérial (arrangements avec des chefs tribaux pour lever des volontaires) –, l'auteur rend compte des apories, des difficultés et finalement de l'impossible émergence d'un État impérial moderne et de l'idée d'une patrie qui s'articulerait autour d'une laïcité englobante. Au contraire, ce sont des idéaux nationalistes, musulmans et turco-centrés qui sont développés par les politiques unionistes d'un Empire ottoman en guerre, lequel ne survivra pas à cette épreuve du feu. Or, même si l'État se désintègre, de puissants mécanismes de renforcement du contrôle et du maillage stato-administratif sont à l'œuvre, tout comme une certaine « domestication » politique de la société, ce qui facilitera sa remobilisation en Anatolie durant la guerre de Libération (1919-1922).

Pour l'ensemble des thématiques traitées, on ne peut donc que recommander la lecture de cet ouvrage, novateur, riche et stimulant pour les apports scientifiques qu'il offre en soi, mais aussi pour les ponts esquissés avec l'historiographie occidentale. Ce livre ouvre de nouvelles perspectives de recherches et, on l'espère, intéressera les historiens des fronts européens à d'autres espaces pour penser différemment la mondialisation – et par delà le changement de nature – de la Grande Guerre.

Cloé Drieu
CNRS/EHESS - Paris

(3) George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme: la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette littératures, 1999.

(4) Cet aspect est un peu évoqué dans le chapitre 2.

BCAI 29 (2014) Beşikçi Mehmet: The Ottoman Mobilization of Manpower in the First World War., recensé par Cloé Drieu
© IFAO 2024 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net